

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 26 JANVIER 1921.

Projet de loi tendant à proroger, en raison de la guerre,
la durée des droits de propriété littéraire et artistique.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La loi, dont je propose l'adoption aux Chambres, a pour but d'assurer aux écrivains et aux artistes une compensation équitable des dommages causés par la guerre à leurs intérêts matériels, en prolongeant d'une période de dix ans la durée d'exercice des droits de propriété littéraire et artistique garanties par la loi du 22 mars 1886 (art. 2).

Cette prorogation est dans les vœux de quiconque manifeste quelque sollicitude vis-à-vis de la propriété intellectuelle, dont les fruits n'ont jamais été plus précaires qu'à l'heure actuelle : le Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques a pris l'initiative d'un Arrangement spécial entre pays unionistes, étendant à chacun d'eux les bénéfices d'une disposition qui prorogerait la durée d'exercice des droits d'auteur d'un temps égal à celui de la durée de la guerre, initiative à laquelle la Belgique a donné son adhésion de principe le 23 juillet dernier ; la France a devancé d'ailleurs cet accord international par sa loi du 3 février 1919, qui proroge les droits en question d'un temps égal à celui qui s'est écoulé entre le 2 août 1914 et la fin de l'année qui a suivi le jour de la signature du traité de paix.

Des constatations décisives ont inspiré la loi française : tandis qu'à la Société des Gens de Lettres, les résultats du dernier exercice clôturé avant les débats accusaient une *diminution de près de trois quarts* du montant des droits perçus par rapport aux chiffres de l'année 1913, à la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques, la même comparaison révélait une diminution de plus de 5 millions pour les deux premières années de la guerre, de près de 5 millions pour les deux années suivantes.

H

Sans doute, pour la Belgique, ces chiffres doivent être réduits considérablement ; mais il n'en demeure pas moins vrai que nos auteurs et nos artistes ont subi du fait de la guerre un préjudice incontestable, aggravé par l'occupation. La médiocrité même des droits perçus par la plupart d'entre eux est du reste de nature à leur valoir un surcroît de bienveillance de la part du législateur.

Le droit d'auteur étant *viager* dans la personne du titulaire, et *temporaire*, c'est-à-dire de durée déterminée, dans la personne des héritiers ou ayants cause, rien ne saurait être modifié explicitement en ce qui concerne la durée du droit de l'écrivain ou de l'artiste, la prorogation d'un droit viager étant impossible. Mais la durée de ce droit peut fort bien être prolongée en faveur des héritiers. Au surplus, augmenter la protection accordée aux héritiers des auteurs, c'est mettre en quelque sorte le droit mieux d'accord avec l'équité, c'est corriger l'insuffisance des garanties légales à l'égard des veuves et des enfants que laissent après eux, quelquefois dans une situation pénible, des artistes ou des écrivains de talent.

Au demeurant, si l'on peut dire qu'en fait la prorogation proposée ne profitera directement qu'aux héritiers et ayants cause des écrivains et des artistes, elle comportera cependant, au moins d'une manière implicite, un bénéfice réalisable pour le créateur même de l'œuvre, en ce sens que l'aliénation d'un droit d'une durée supérieure sera plus rémunératrice que celle d'un droit plus limité.

J'ajoute qu'il s'agit ici, non point d'une *réparation* de préjudice au sens propre, mais bien plutôt d'une *compensation éventuelle*, dont l'efficacité dépendra fatalement du mérite de l'œuvre et de son succès. Mais ceci prouve précisément qu'il ne s'agit pas d'accorder aux écrivains et aux artistes un *privilege* que l'État doit refuser à contre-cœur à d'autres victimes de la guerre : la réparation des dommages.

La loi française de prorogation a ajouté un délai supplémentaire à la durée de la guerre proprement dite. Ce surplus de prolongation se justifie amplement par le fait que la reprise de la vie normale ne pouvait suivre immédiatement la cessation des hostilités : spécialement en ce qui concerne les intérêts de l'industrie du livre, la perturbation causée par la guerre n'a pas pris fin à l'heure présente, et il semble même que ses désastreux effets doivent se faire sentir longtemps encore.

La loi française proportionne la prorogation susdite au temps qui s'est écoulé entre le début de la guerre et l'expiration de l'année qui a suivi la signature du traité de paix. Je pense qu'il y a lieu de se montrer plus large encore dans notre pays : en effet, l'occupation empêcha notamment nos écrivains et nos auteurs dramatiques, à de rares exceptions près, de publier leurs ouvrages ou de les laisser jouer, tandis qu'en France, une fois passé le premier moment de stupeur, le théâtre et la librairie ont, en dépit même de la guerre, connu de fructueux succès.

Ces considérations me déterminent à proposer aux Chambres d'élargir le délai prévu par la loi française et d'étendre à une période de dix ans la prorogation des droits de propriété littéraire et artistique. Que si l'on objectait à une pareille mesure qu'il est excessif de porter de cinquante à soixante ans la durée des droits en question, il serait permis de répondre que la propriété intellectuelle se trouve

à peu près la seule à se voir assigner des limites par notre loi, et que plusieurs législations lui assurent la perpétuité.

La loi dont je propose l'adoption aux Chambres s'appliquerait évidemment « à tous les droits d'auteur qui auront pris naissance avant l'expiration de la période fixée au texte et qui ne seraient pas éteints le jour de la promulgation », et non à ceux qui naîtront après le 4 août 1924.

Une loi telle que celle-ci ne peut que rencontrer un accueil favorable : outre qu'elle améliorera dans une certaine mesure la médiocre situation des travailleurs de l'esprit, elle bénéficiera surtout aux écrivains et aux artistes qui ont délaissé leurs travaux pour faire leur devoir de soldats.

La mesure projetée correspond donc à l'esprit qui a inspiré l'œuvre de la législature belge depuis la cessation des hostilités.

Le Ministre des Sciences et des Arts,

J. DESTRÉE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 26 JANUARI 1921.

Wetsvoorstel tot verlenging, uit hoofde van den oorlog, van den duur der rechten van letterkundigen en artistieken eigendom.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

De wet, wier aannemig ik aan de Kamer voorstel, heeft voor doel aan de schrijvers en kunstenaars eene billijke vergoeding toe te kennen voor de schade door den oorlog berokkend aan hunne stoffelijke belangen, door het verlengen voor een tijdperk van tien jaren, van het uitoefenen van het recht van letterkundigen en artistieken eigendom gewaarborgd door de wet van 22 Maart 1886 (art. 2).

Die verlenging wordt gewenscht door al wie zich eenigzins bekommert om geestelijken eigendom, wier vruchten nimmer zoo schaarsch waren dan heden ten dage : Het bureel der Internationale Vereeniging voor de bescherming der letterkundige en artistieke werken heeft het initiatief genomen van een bijzondere overeenkomst tusschen de vereenigde landen, welke tot die landen de voordeelen uitstrekt eener schikking die het uitoefenen van het auteurs-recht zou verlengen voor een tijdperk berekend volgens den duur van den oorlog — initiatief waarmede België den 25 Juli 11. in princip heeft ingestemd; Frankrijk ten andere is dit internationaal accoord vooruit geweest door de wet van 5 februari 1919 die voornoemde rechten verlengt voor een tijdperk gelijk met datgene dat strekt van 2 Oogst 1914 tot het einde van het jaar dat den dag van het teekenen van het Vredesverdrag volgt.

Afdoende bestatigingen hebben de Fransche wet ingegeven; terwijl bij de « Société des gens de lettres », de uitslagen van het laatste gesloten dienstjaar eene vermindering verraden van bij de drie vierden van het bedrag der ontvangen rechten in vergelijking met de cijfer voor het jaar 1913, toonde bij de « Société des auteurs et compositeurs dramatiques » een dergelijke vergelijking eene vermindering van meer dan 5 millioen frank voor de twee eerste jaren van den oorlog, en van bijna 5 millioen frank voor de twee volgende jaren.

Zonder twiſfel moeten voor België die cijfers merkelyk verminderd; doch 't blijft niettemin waar dat onze ſchrijvers en kunstenaars door den oorlog onbetwistbare schade geleden hebben, door de bezetting nog verzwaaard: ten andere de geringheid zelf der rechten, door het meerendeel onder hen gëind, is van aard om hen daarboven de welwillendheid der wetgevers te gunnen.

Het auteursrecht in den persoon van den titularis *levenslang* zijnde, en tijdelijk, dit wil zeggen met beperkten duur in den persoon der erfgenamen of rechthebbenden, kon niet uiterlijk gewijzigd voor wat het recht des schrijvers of des kunstenaars betreft, de verlenging van een levenslang recht onmogelijk zijnde. Doch in 't geval der erfgenamen kan het zeer wel verlengd. Wat meer is, de bescherming aan de erfgenamen verleend vermeerderen, is het recht eenigerwijze beter met de billijkheid doen overeenstemmen, het is in de ontoereikendheid verbeteren der wettelijke waarborgen der weduwen en kinderen welke talentvolle schrijvers en kunstenaar, soms in ontbeering, nalaten.

Daarbij, zoo men zeggen mag dat de voorgestelde verlenging feitelijk slechts rechtstreeks aan de erfgenamen en de rechthebbenden der schrijvers en kunstenaars zal te goede komen, zal zij toch tevens, ten minste, een onuitgesproken aanwinst uitmaken ook voor den schepper van het gewrocht, in dien zin dat de vervreemding van een recht van langeren duur meer opbrengen zal dan die van een meer beperkt recht.

Ik voeg erbij dat het hier geldt niet de herstelling van een eigenlijke schade, doch wel een mogelijke vergoeding, wier doeltreffendheid noodzakelijk zal afhangen van de verdienste van een werk en van zijn bijval. Doch dit bewijst juist dat er geen spraak is van aan de schrijvers en kunstenaars een voorrecht toe te staan door den staat met tegenzin aan andere slachtoffers van den oorlog ontzegd: de herstelling der schade.

De Fransche wet voor verlenging heeft een volledigend uitstel bij den eigenlijken duur van den oorlog gevoegd. Dat overschot van verlenging is ruim te verrechtvaardigen door het feit dat de normale herneming niet onmiddellijk op het staken der vijandelijkheden volgen kon: vooral wat de belangen der boeknijverheid betreft, heeft de storing, door den oorlog verwekt, thans nog geen einde genomen, en 't ziet eruit alsof die rampzalige gevolgen zich nog lang zullen laten voelen.

De Fransche wet brengt voormelde verlenging in proportie met het tijdperk verstreken tusschen den aanvang van den oorlog en het einde van het jaar dat het onderteekenen van het Vredesverdrag heeft gevolgt. Ik ben van meening dat in ons land men zich nog inschikkelijker moet toonen!

Immer, de bezetting heeft onze schrijvers en tooneelschrijvers belet, op weinige uitzonderingen na, hunne werken uit te geven of te doen opvoeren — terwijl in Frankrijk, eens de eerste verbazing over, het tooneel en de boekhandel, niettegenstaande den oorlog, vruchtdragenden bijval hebben beleefd.

Die beschouwingen brengen er mij toe aan de Kamer voor te stellen het uitstel, door de fransche wet voorzien, te verlengen, en het tijdperk van verlenging der rechten van letterkundigen en artistieken eigendom op tien jaar te bepalen. En zoo men de opmerking uitte dat het overdreven is den duur van bedoelde

rechten van vijftig op zestig jaar te brengen, zou het wel toegelaten zijn te antwoorden dat het bijna uitsluitend de geestelijke eigendom is welke zich door onze wet perken ziet stellen, en dat verschillende wetgevingen hun de bestendigheid verzekeren.

De wet, wier aanneming ik aan de Kamer voorstel, zou natuurlijk van toepassing zijn « op al de auteursrechten ontstaan voor het eindigen van het tijdperk door den tekst bepaald en op den dag der afkondiging niet zouden vervallen zijn » en niet op diegenen na den 4^{den} Oogst ontstaan.

Eene wet als deze kan slechts een goed onthaal te beurt vallen : behalve dat zij in zekere maat den bekrompen toestand der geestelijke werkers verbeteren zal, moet zij vooral ten voordeele vallen der schrijvers en kunstenaars die hun werk in den brand lieten om hun soldatenplicht te vervullen.

De voorgenomen maatregel stemt dus in met den geest welken de Belgische Wetgeving sedert het staken der vijandelijkheden heeft bezielde.

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

J. DESTRÉE.
